
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

APPEL D'OFFRES OUVERT

Procédure prévue à l'article 67 du décret n°2016-360 du 25 MARS 2016

MARCHE PORTANT SUR LES EVOLUTIONS
SCIENTIFIQUES DE L'ASSIMILATION DE DONNEES DANS
LES SYSTEMES DE PRODUCTION DU MFC GLO-HR

CMEMS

TABLE DES MATIERES

1. PREAMBULE.....	3
2. DEFINITIONS OPPOSABLES A L'ENSEMBLE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
3. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE	6
4. OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES	6
5. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE.....	8
6. CONTROLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
7. CALENDRIER – DELAIS ET PENALITES	9
8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	10
9. SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE.....	11
10. PERSONNEL DU TITULAIRE	11
11. CONDITIONS FINANCIERES.....	12
12 TRANSFERT DE PROPRIETE.....	15
13 ASSURANCES.....	15
14 RESILIATION.....	15
15 SOUS-TRAITANTS HORS CEUX LISTÉS DANS LA PROPOSITION DU TITULAIRE.....	16
16 FORCE MAJEURE	17
17 DROIT APPLICABLE – COMPETENCE DES TRIBUNAUX.....	18
18 REFERENCES.....	18
19 DEROGATIONS AU CCAG /PI	18
 ANNEXE 1 : Echancier des acomptes.....	 19

1. PREAMBULE

MERCATOR OCEAN, société civile de droit français constituée de différents établissements publics intervenant dans le domaine de la recherche et de l'océanographie, a développé un service d'analyse et prévision des océans qui produit une information océanique répondant à des besoins d'acteurs nationaux, communautaires et internationaux.

MERCATOR OCEAN a coordonné pour la Commission Européenne les projets du 7^e programme cadre de recherche européen « MyOcean » (2009-2012) et « MyOcean2 » (2012-2014) contribuant à la réalisation du programme GMES régi par le Règlement (UE) n°911/2010 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2010.

L'objectif poursuivi a consisté en la mise en place d'un service européen pilote de surveillance et prévision de l'environnement océanique et de ses ressources, dans le but de soutenir les secteurs d'application de cette information.

Le projet GMES étant lié au cadre financier pluriannuel (CFP) de la période 2007-2013, et bien qu'il soit prévu que ce projet se poursuive au titre du CFP 2014-2020, un nouveau Règlement européen a été adopté pour définir les nouvelles bases et modalités de mise en œuvre du programme, désormais nommé « Copernicus ». Ainsi, le Règlement (UE) n°377/2014 du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 établissant le programme Copernicus abroge l'ancien Règlement précité n°911/2010.

Comme précédemment pour GMES, le projet COPERNICUS a pour objectif de fournir aux pays de l'Union Européenne des moyens autonomes permettant d'observer la Terre et son environnement, et se décline en deux composantes : une composante « infrastructures » visant à fournir des observations et données spatiales, et une composante « services » se déclinant elle-même en six branches : atmosphère, environnement marin, surfaces continentales, changement climatique, urgences et sécurité.

La Commission Européenne a confié à MERCATOR OCEAN la coordination d'un projet court « MyOceanFollowOn », établi dans le cadre du programme cadre de recherche Horizon2020 pour poursuivre l'action pilote initiée avec les projets MyOcean et MyOcean2 jusqu'au printemps 2015.

La Commission Européenne a lancé début 2014 un appel à manifestation d'intérêt concernant la gestion des services atmosphère, marine et climat.

MERCATOR OCEAN a été retenu par la Commission Européenne pour la gestion et la mise en œuvre de la composante « Marine » du service Copernicus, dénommée « Copernicus Marine Environment Monitoring Service ».

Le CMEMS fournit une réponse durable aux besoins des utilisateurs européens, offrant des avantages dans les quatre domaines suivants : (i) la sécurité maritime, (ii) les ressources marines, (iii) l'environnement marin et côtier, (iv) les prévisions météorologiques et saisonnières et le climat. L'un des principaux objectifs du CMEMS est de fournir et maintenir un service européen compétitif et conforme à l'état de l'art pour répondre aux besoins des utilisateurs intermédiaires, tant privés que publics, et faire ainsi participer explicitement et ouvertement ces utilisateurs à la définition du service attendu.

L'architecture du CMEMS comprend des centres de production, avec les *Thematic Assembly Centres* (TAC) pour les observations et des *Monitoring and Forecasting Centres* (MFC) pour la modélisation/l'assimilation, ainsi que le système d'information central (CIS) :

- **Quatre TACs**, dont trois TAC « spatiaux » organisés par variable océanique (topographie de la surface de l'océan, couleur de l'océan et température de surface de l'océan avec glace de mer et vents) et un TAC pour les observations in situ. Les TACs collectent les données d'observation et génèrent des produits plus complexes (e.g. des produits multi-capteur) à partir de ces observations. Les TACs reçoivent leurs données des opérateurs des infrastructures d'observation in situ et spatiale.
- **Sept MFCs**, répartis en fonction des zones géographiques marines (à savoir Océan Global, Océan Arctique, Mer Baltique, Plateau Atlantique Nord-Ouest, Zone Ibérique-Gascogne-Irlande de l'Atlantique Nord, Mer Méditerranée et Mer Noire), et générant des produits - basés sur des modèles - qui fournissent des réanalyses, analyses et prévisions des caractéristiques physiques et biogéochimiques de l'océan (GLO MFC).
- **Un système d'information central (CIS)**, qui englobe l'organisation et la gestion des données du CMEMS, ainsi qu'une interface utilisateur unique.

Le Global Monitoring and Forecasting Center (GLO MFC) intègre plusieurs composantes :

- la composante GLO-OBS gère l'interface avec les centres de distribution des observations et délivre un produit global basé uniquement sur des observations.
- la composante GLO-RAN gère les réanalyses globales physique et biogéochimique qui sont diffusées par le GLO MFC,
- la composante GLO-CPL fournit des prévisions physiques à partir d'un système couplé océan atmosphère.
- la composante GLO-HR délivre les prévisions physique et biogéochimique haute résolution dans le GLO MFC.

Le système actuel de la composante GLO-HR est composé d'un système physique et d'un système biogéochimique.

Le système physique global à haute résolution est basé sur le modèle NEMO dans une configuration au 1/12°, assimilant les données d'élévation du niveau de la mer, de température de surface de la mer et les profils verticaux de température et de salinité. Il fournit quotidiennement des prévisions à 7 jours.

Le système biogéochimique global est basé sur le modèle PISCES au ¼°, il est forcé par un système physique au ¼° assimilant les mêmes données que le système au 1/12° et il fournit chaque semaine une prévision à 7 jours.

Le présent marché a pour objet de faire évoluer le système global haute résolution actuellement opérés dans le cadre de CMEMS pour le MFC GLO spécifiquement sur la thématique de l'assimilation de données.

L'objectif principal de Mercator Ocean pour la conclusion du présent marché est de maintenir le système global haute résolution à l'état de l'art.

Par la notification du présent marché, le Titulaire est particulièrement informé de ce que Mercator Ocean a décidé de retenir son offre en raison de ses déclarations tenant à :

- ses références et compétences dans le domaine de la recherche et développement en analyse et prévision océanographique ;
- sa capacité à être force de proposition pour l'amélioration de la composante GLO-HR ;
- la démonstration de son aptitude à mener un projet de R&D innovant dont les résultats pourront être transférés à moyen terme (< 3 ans) vers le système opérationnel GLO-HR du CMEMS.

Les déclarations, engagements et garanties du Titulaire exposés ci-dessus constituent des conditions déterminantes du consentement de MERCATOR OCEAN au Marché.

Le Titulaire reconnaît expressément (i) avoir été en mesure d'appréhender les besoins de MERCATOR OCEAN ainsi que l'extrême importance et sensibilité du Marché et (ii) avoir été complètement informé sur les prestations attendues par MERCATOR OCEAN, lui permettant de s'engager dans les termes du présent Marché.

2. DEFINITIONS OPPOSABLES A L'ENSEMBLE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

Proposition du Titulaire : désigne la Proposition technique et financière soumise par le Titulaire.

Copernicus Marine Service (CMS) ou CMEMS : Service qui fournit des informations génériques et fiables, dérivé de l'espace et les observations in situ à partir de modèles - y compris des prévisions, analyses et réanalyses - sur l'état physique et les caractéristiques biogéochimiques marins sur l'océan mondial et des mers régionales européennes.

Livrable : désigne tout élément réalisé ou livré par le Titulaire dans le cadre du Marché conformément à la liste figurant au CCTP et dans la Proposition technique du Titulaire.

3. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Le Marché est constitué par les documents suivants énumérés par ordre de priorité décroissant :

- l'Acte d'engagement auquel est annexé le Bordereau de prix,
- le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses Annexes, dont l'exemplaire original conservé par MERCATOR fait seul foi,
- le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses Annexes, dont l'exemplaire original conservé par MERCATOR fait seul foi,
- la Proposition du Titulaire et ses annexes,
- le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) approuvé par l'arrêté du 16 octobre 2009.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

En cas de contradiction entre deux documents de même rang, le plus récent prévaudra. Le marché et ses annexes ne peuvent en aucun cas être modifiés sans la signature d'un avenant par des représentants habilités des parties.

Aucun avenant ne pourra remettre en cause l'objet du marché, ni le bouleverser économiquement.

Tout avenant ou modification de l'un des documents contractuels, une fois approuvé par les parties selon les modalités visées ci-dessus, aura le rang du document qu'il complète ou amende.

En tout état de cause, toute clause générale de vente du titulaire, contraire aux dispositions du présent Marché, est réputée non écrite.

4. OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GENERALES

4.1. Objet du Marché

Le présent marché a pour objet de faire évoluer le système global haute résolution actuellement opérés dans le cadre de CMEMS pour le MFC GLO spécifiquement sur la thématique de l'assimilation de données.

Les activités qui seront réalisées dans le cadre de cette consultation devront être coordonnées avec Mercator Océan qui développe et opère le système global haute résolution afin d'assurer le transfert des développements et de bénéficier dans le système GLO-HR des évolutions scientifiques développées et validées.

A ce titre, le Titulaire s'engage plus particulièrement à :

- fournir son expertise en apportant un soutien aux opérations R&D de pointe
- établir des rapports d'avancement trimestriels
- présenter ses travaux lors des réunions prévues au CCTP
- fournir les rapports prévus dans le CCTP

4.2. Allotissement

La présente consultation est allotie en deux lots :

- Lot n°1 : Marché portant sur l'assimilation de données océaniques biogéochimiques à l'échelle globale : proposer une méthode, compatible avec le système d'assimilation de données actuellement utilisé dans le GLO-HR, permettant d'assimiler les données satellites (chlorophylle et couleur de l'eau) et in situ (chlorophylle et nutriments) dans un modèle de biogéochimie global.
- Lot n°2 : Marché portant sur la séparation des échelles dans l'assimilation de données océaniques à l'échelle globale : faire évoluer le système d'assimilation de données à différentes échelles spatiale et temporelle également compatible avec le système d'assimilation de données actuellement utilisé dans le GLO-HR.

4.3. Forme du Marché

Ce marché est un marché simple.

4.4. Durée du Marché

Le marché est conclu pour une durée de 24 mois à compter de la date de notification du marché.

4.5. Forme du Groupement

En cas de groupement d'entreprises au sens de l'article 45 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 fixant les règles applicables aux marchés passés par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article 10c de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le groupement responsable de l'exécution du marché est un groupement solidaire, dont le mandataire est désigné dans l'acte d'engagement. Chaque membre doit, en cas de défaillance d'un ou de plusieurs membres du groupement, se substituer à ceux-ci pour l'exécution du Marché.

Les co-traitants composant le groupement solidaire sont tenus de notifier immédiatement à MERCATOR, toutes modifications survenant en cours d'exécution du Marché se rapportant :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise co-traitante concernée,
- à la forme juridique et sociale de l'entreprise co-traitante concernée, à sa raison sociale ou dénomination, à son siège social et/ou à son capital social,

et de manière générale, toutes modifications importantes affectant les statuts ou le fonctionnement de l'entreprise co-traitante concernée (location-gérance, fusion- absorption, scission, cession partielle d'actifs, etc...) ainsi que tout événement pouvant entraîner chez elle un changement de contrôle ou de direction.

4.6. Langue d'exécution du Marché

La langue de passation du marché est le Français.

Toutefois les candidats sont autorisés à déposer leur dossier de candidature et d'offre en anglais sous réserve qu'il produise en cas d'attribution du marché, sous un délai d'un mois une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

La langue d'exécution du Marché est l'anglais. Toutefois, la société MERCATOR OCEAN se réserve la possibilité d'exiger à tout moment, en cas de différend, une traduction en français des documents d'exécution du marché (compte-rendus, livrables, courriers ...), certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

4.7. Lieu d'exécution du Marché

Le lieu d'exécution du Marché est situé pour partie au siège de MERCATOR OCEAN et pour partie au siège du titulaire.

Il est en outre spécifié que des réunions de travail dont le nombre pour la durée d'exécution du marché est défini ci-dessous seront au siège de MERCATOR OCEAN à Toulouse.

Type de Réunion	Nombre de réunions	Nombre de jours	Nombre de participants minimum
Réunion annuelle de chaque marché	1	1	1
Réunions thématiques	12	1	1

5. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

La notification du Marché au Titulaire vaut ordre de commencer l'exécution de la prestation.

6. CONTROLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1. Livrables

Le point de départ du délai est la date de remise par le titulaire, des différents livrables dus au titre du présent marché à savoir les différents rapports trimestriels à chaque trimestre civil et annuels.

6.2. Opérations de vérifications et d'admission

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a fourni les livrables définis dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze jours pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend, dans le délai de quinze jours prévu ci-dessus, une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues par les articles 26 et 27 du CCAG / PI.

Dans le cas où les opérations de vérification ne sont pas satisfaisantes, MERCATOR OCEAN peut prononcer l'une ou l'autre des décisions prévues aux articles 31.1 et 32 du CCAG/PI.

7. CALENDRIER – DELAIS ET PENALITES

7.1. Détermination des délais

Les délais figurant dans l'ensemble des pièces du Marché s'entendent soit en jours ouvrables français ou en jours ouvrés par MERCATOR OCEAN et à défaut en jours calendaires.

Le Titulaire s'engage à respecter strictement les dates indiquées comme impératives étant rappelé que le Titulaire a été informé de l'importance pour MERCATOR OCEAN du respect de ces dates et des conséquences particulièrement dommageables pouvant résulter d'un retard.

Le Titulaire est d'ores et déjà expressément informé de ce que la date de remise de chaque rapport trimestriel (31/12/2016, 31/03/2017, 30/06/2017, 30/09/2017, 31/12/2017, 31/03/2018, 30/06/2018, 30/09/2018)constitue un délai obligatoire.

7.2 Dépassement des Dates Impératives et pénalités

7.2.1 Principes

- a) La fourniture des Livrables se déroulera conformément au Calendrier et dans le respect des Dates Impératives.
- b) Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent article du CCAP ont uniquement un caractère moratoire. Le Titulaire reste donc intégralement redevable de la Prestation dont la non-réalisation a donné lieu à l'application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.
- c) L'application des pénalités est sans préjudice de la faculté de MERCATOR OCEAN de notifier la résiliation de tout ou partie du Marché dans les conditions prévues aux articles 14 et suivants du présent CCAP. Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le Titulaire reste définitivement acquise à MERCATOR OCEAN.

7.2.2 Montant des pénalités

- a) Pénalités applicables en cas de dépassement d'une Date Impérative

En cas de dépassement d'une Date Impérative ou d'un délai supplémentaire octroyé au Titulaire dans les conditions prévues au Marché ou convenu entre les parties, MERCATOR OCEAN pourra appliquer, de plein droit et sans mise en demeure préalable à compter de cette date, des pénalités de retard dont le

montant est établi comme suit :

$$P = \frac{V \times R}{500}$$

dans laquelle :

P = montant hors taxes des pénalités ;

V = valeur pénalisée ; cette valeur est égale à la valeur de règlement des Prestations en retard (montant de l'acompte correspondant tel que précisé en annexe 1 du CCAP) ou, de l'ensemble des Prestations, si le retard de livraison d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = nombre de jours calendaires de retard.

Les pénalités journalières sont indivisibles et sont dues pour tout jour calendaire de retard.

- b) Pénalités applicables en cas de non-respect de l'article 15 du présent CCAP En cas de non-communication par le Titulaire, sans motif valable, des documents requis à l'article 15.3 du présent CCAP, quinze (15) jours calendaires après avoir été mis par écrit en demeure de le faire, encourt l'application par MERCATOR OCEAN d'une pénalité de 1.000,00 euros par jour de retard.

8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1 Obligation d'information, de conseil et de mise en garde.

8.1.1 Le Titulaire est parfaitement avisé que les Prestations à sa charge au titre du Marché requièrent de sa part un devoir renforcé d'assistance, d'information, de conseil et de mise en garde, notamment au regard de la sensibilité toute particulière des prestations réalisées.

8.1.2 A ce titre, le Titulaire s'engage notamment, au terme d'une démarche active, à :

- contribuer à l'analyse et l'anticipation des besoins de MERCATOR OCEAN, en sollicitant, le cas échéant, toutes informations et/ou documents nécessaires à la parfaite compréhension des objectifs, besoins et spécificités de MERCATOR OCEAN,
- mettre en garde formellement MERCATOR OCEAN lorsque (i) les exigences de cette dernière, ou (ii) toute difficulté rencontrée par le Titulaire dans l'organisation des tâches effectuées par l'Equipe Projet, ou encore (iii) lorsque tout autre événement dont le Titulaire aurait connaissance, risque d'affecter les objectifs de MERCATOR OCEAN ou de modifier les conditions du Marché.

8.2. Obligations spécifiques de résultat

Le Titulaire est débiteur d'une obligation de résultat en ce qui concerne les Prestations et/ou obligations suivantes mises à sa charge au titre du Marché :

- respect des Dates Impératives stipulées au Calendrier et au Marché ;
- respect des dispositions à la compétence de son personnel, conformément aux termes de l'article 10.1 du présent CCAP.

9. SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHÉ

Dans le cadre de l'exécution du Marché, MERCATOR OCEAN et le Titulaire conviennent de mettre en place les structures de suivi du Marché telles que décrites ci- après.

9.1. Chef de Projet , dénomé également Expert Scientifique

Dès la notification du Marché au Titulaire :

- le Titulaire affectera à l'exécution du Marché, en qualité de Chef de Projet, un interlocuteur privilégié présentant d'une part, les compétence et expérience requises pour diriger l'équipe affectée par le Titulaire à l'exécution du Marché et d'autre part, capable de guider avec compétence et autorité la réalisation de l'ensemble des Prestations, objet du Marché,
- MERCATOR OCEAN désignera un Chef de Projet, compétent et décisionnaire qui sera l'interlocuteur privilégié du Chef de Projet du Titulaire, et qui aura notamment pour mission d'assurer le suivi global des prestations.

10. PERSONNEL DU TITULAIRE

10.1 .Qualification et stabilité de l'Equipe Projet du Titulaire

10.1.1. Le Titulaire reconnaît que la disponibilité et la stabilité de son équipe sont déterminantes pour la bonne fin du Marché, notamment pour le respect du Calendrier et en particulier, des Dates Impératives.

10.1.2. Le Titulaire s'engage, pendant toute l'exécution du Marché, sur l'implication, les compétences et la stabilité de l'ensemble de l'équipe affectée au Marché et plus particulièrement, au maintien des intervenants clés (dont le Chef de Projet). A ce titre :

- a) Dans l'hypothèse où l'un des membres de l'Equipe Projet du Titulaire impliqué ne serait plus en mesure d'assurer sa mission, par suite de démission, licenciement, maladie ou décès, le Titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité des Prestations. A cet effet, le Titulaire s'engage notamment à désigner, dès qu'il aura eu connaissance du départ de ce membre, un remplaçant d'expérience et de compétence au moins équivalentes à celles de son prédécesseur et en informera préalablement et par écrit MERCATOR OCEAN.

Lorsque le membre concerné est le Chef de Projet du Titulaire ou tout autre

intervenant clé, le Titulaire devra informer MERCATOR OCEAN de son départ avec un préavis minimum de un mois et demi.

- b) MERCATOR OCEAN se réserve la faculté, à quelque moment que ce soit au cours de l'exécution du Marché, de solliciter par une lettre motivée le remplacement du Chef de Projet désigné par le Titulaire. Le Titulaire s'engage, dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la demande de MERCATOR OCEAN, à lui proposer un remplaçant d'expérience et de compétence au moins équivalentes à celles de son prédécesseur.
- c) Le Titulaire prendra les mesures nécessaires pour que les éventuelles opérations de remplacement ne perturbent en rien le Calendrier et la qualité des Prestations. Les coûts induits par le transfert de connaissances d'un ancien intervenant de l'équipe du Titulaire à un nouvel intervenant, seront intégralement supportés par le Titulaire, les nouveaux intervenants devant être opérationnels au jour du départ des anciens.

10.1.3. Le Titulaire assume en toute hypothèse, l'entière responsabilité quant à la définition du profil et à la désignation des membres de son équipe ainsi que de leur nombre.

10.2 Statut du personnel du Titulaire

10.2.1 Le personnel du Titulaire affecté à l'exécution du Marché demeurera, en toutes circonstances, placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du Titulaire.

10.2.2 Dans le cas où ledit personnel est appelé à travailler dans les locaux de MERCATOR OCEAN, il devra se conformer au règlement intérieur et aux règles d'accès et de sécurité de MERCATOR OCEAN.

10.2.3 Par ailleurs, il est expressément fait application des dispositions de l'article 6 du CCAG/PI.

11. CONDITIONS FINANCIERES

11.1. Composition du prix

11.1.1 Il est fait application de l'article 10 du CCAG/PI complété par les dispositions suivantes.

11.1.2 En contrepartie de la fourniture des livrables définis au présent Marché, MERCATOR OCEAN s'engage à régler au Titulaire le prix global et forfaitaire stipulé au Bordereau des prix annexé à l'Acte d'engagement.

11.1.3 Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents aux déplacements, restaurations hébergements et aux transports ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, la cession des droits de représentation et de reproduction des prestations exécutées.

11.2. Acomptes

Des acomptes seront versés au Titulaire, au titre du marché, selon les modalités décrites en annexe 1 du présent CCAP.

11.3. Modalités d'évolution du prix

Le prix est ferme pour la durée du marché.

11.4. Facturation et règlement

11.4.1 Les factures portent à minima les mentions suivantes :

- la date de facturation,
- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du Titulaire ou, en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application de l'article 22 du décret n° 2005-1742 du 30 décembre 2005, du mandataire du groupement,
- son numéro SIRET et, le cas échéant, son numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers ou tout autre numéro d'inscription,
- la date d'établissement et le numéro de la facture,
- le numéro du marché,
- les dates de début et de fin d'exécution de la prestation,
- la part du prix dont le paiement est demandé,
- en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application de l'article 22 du décret n° 2005-1742 du 30 décembre 2005, la raison ou dénomination sociale du membre du groupement ayant exécuté la prestation,
- le taux et le montant de la TVA applicable ou la mention de non-assujettissement,
- le montant total TTC ou net de taxes à régler, selon le régime fiscal du Titulaire (en chiffres et en lettres en cas de facture manuscrite),
- le type de compte, bancaire ou postal, et les coordonnées bancaires ou postales du compte sur lequel les sommes sont à verser,

11.4.2 Les factures seront établies en un seul original et une copie. Elles doivent être adressées à MERCATOR OCEAN dans un délai maximal (date de réception) de 4 jours suivant chaque date d'acompte figurant dans l'échéancier annexé au présent CCAP. A défaut, la facture ne sera traitée et réglée que lors de l'échéance suivante. Ce décalage de paiement, entièrement imputable au Titulaire, ne saurait ouvrir droit au paiement d'intérêt moratoire.

11.4.3 Les factures seront adressées à MERCATOR OCEAN, ou à toute autre adresse que MERCATOR OCEAN notifiera au Titulaire. Toute facture à modifier après vérification par MERCATOR OCEAN sera retournée au Titulaire. Le règlement sera subordonné à la présentation de la nouvelle facture.

11.4.4 MERCATOR OCEAN s'engage à payer par virement, les factures dans un délai de trente jours (30) jours, date de réception de la facture

11.5 Modalités de paiement des co-traitants et sous-traitants

11.5.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement et ses annexes indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- en l'absence de groupement, au Titulaire et à ses sous-traitants ;
- en cas de groupement, au mandataire, aux co-traitants et aux sous-traitants.

11.5.2 Paiement direct des co-traitants

En cas de groupement, les factures sont adressées par le mandataire du groupement.

La signature du projet de décompte par le mandataire du groupement vaut, pour chaque co-traitant, acceptation par celui-ci du montant d'acompte ou de solde à lui payer.

Par dérogation à l'article 12-1-2 du CCAG / PI, , chaque membre du groupement perçoit directement sur son compte les sommes se rapportant à ses propres prestations.

11.5.3 Paiement direct des sous-traitants

Les sous-traitants établissent et adressent leur facture à l'ordre du titulaire du marché.

En l'absence de groupement et pour les sous-traitants du Titulaire, bénéficiant du paiement direct, le Titulaire fournit à Mercator Océan un document attestant des sommes à régler à chaque sous-traitant concerné pendant la durée du marché. Le titulaire s'engage à informer Mercator Océan de toute modification qui interviendrait en cours de marché.

Cette somme inclut la TVA.

En cas de groupement et pour les sous-traitants de co-traitants, bénéficiant du paiement direct, le co-traitant fournit à Mercator Océan un document attestant des sommes à régler à chaque sous-traitant concerné pendant la durée du marché. Le titulaire s'engage à informer Mercator Océan de toute modification qui interviendrait en cours de marché. La somme à régler au sous-traitant n'inclut pas la TVA.

Lors de chaque demande d'acompte le titulaire ou le co-traitant indique le montant TTC à verser à chaque sous-traitant.

11.6 Frais de déplacement

Les frais de déplacement sont compris dans le prix global et forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement du marché

12 TRANSFERT DE PROPRIETE

En application de l'article 28 du Règlement n° 377/2014 du Parlement Européen et du Conseil du 3 avril 2014 établissant le programme Copernicus et abrogeant le règlement (UE) n° 911-2010, les Livrables du présent Marché sont la propriété complète et irrévocable de l'Union Européenne, y compris, les droits d'auteur et tout autre droit de la propriété intellectuelle ou industrielle ainsi que l'ensemble des solutions technologiques et des informations contenues produites en exécution du présent Marché.

L'ensemble des droits, notamment de propriété intellectuelle attachés aux livrables, sont acquis par l'Union Européenne au moment où les livrables sont livrés et réceptionnés sans réserve.

Lesdites livraisons et réceptions sont réputées constituer une cession des droits effective à l'Union Européenne.

Le paiement du prix stipulé dans le présent Marché inclut tous les frais à payer relativement à l'acquisition de la propriété des droits par l'Union Européenne, incluant toute utilisation des résultats.

L'acquisition de la propriété des droits par l'Union en vertu de la présente Convention couvre l'ensemble des territoires à l'échelle mondiale.

13 ASSURANCES

Le Titulaire déclare avoir souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle, et déclare être à ce titre assuré pour toutes les conséquences dommageables ayant pour origine un manquement aux obligations définies aux présentes. Il s'engage à communiquer à MERCATOR OCEAN, à première demande, une attestation de sa police d'assurance en cours de validité et à lui permettre de consulter sa police d'assurances dans les locaux du Titulaire.

14 RESILIATION

14.1 Outre les cas expressément visés au chapitre VIII du CCAG/PI, MERCATOR OCEAN pourra notifier au Titulaire la résiliation du Marché pour faute du Titulaire :

- dans tous les cas prévus au présent CCAP faisant expressément référence au présent article, étant précisé que lorsque le Titulaire a bénéficié d'un délai supplémentaire associé à une Date Impérative, l'octroi de ce délai supplémentaire vaut mise en demeure du Titulaire de remédier à son manquement.
- en cas d'inexactitude des renseignements fournis à MERCATOR OCEAN en application des articles 17-I, 17-II, 18-1 et 18-II du décret n° 20 05-1742 du 30 décembre 2005 ; et ce, sans préjudices de poursuites ultérieures éventuelles.
- ainsi que, de manière générale, en cas de manquement par le Titulaire à ses obligations à sa charge au titre du Marché non réparé dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification dudit manquement par MERCATOR OCEAN le mettant en

demeure d'y remédier.

14.2 Cette résiliation sera effective de plein droit, à réception par le Titulaire d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception la notifiant, sans qu'il ne soit nécessaire de n'effectuer aucune autre formalité judiciaire ou extrajudiciaire. Cette résiliation sera sans préjudice de tous dommages et intérêts auxquels MERCATOR OCEAN pourrait prétendre du fait de ces manquements, ni de toute voie de recours qu'elle pourrait exercer à l'encontre du Titulaire. Par ailleurs, toutes pénalités versées ou dues par le Titulaire au titre du Marché resteront acquises dans leur intégralité par MERCATOR OCEAN.

15 SOUS-TRAITANTS HORS CEUX LISTÉS DANS LA PROPOSITION DU TITULAIRE

15.1 Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du Marché pour les Prestations décrites dans sa Proposition, sous réserve de l'acceptation du ou des sous- traitants par MERCATOR OCEAN et de l'agrément par elle des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

15.2 La sous-traitance de la totalité du Marché est interdite. Si le Titulaire transgresse ces obligations, il s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 16 du présent CCAP.

15.3 En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le Titulaire remet contre récépissé à MERCATOR OCEAN ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- La déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner à un marché public ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant prévisionnel de chaque prestation sous-traitée doivent être précisés, notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités.

15.4 L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, sont constatés dans un acte spécial signé par MERCATOR OCEAN et par le Titulaire, qui comporte l'ensemble des renseignements mentionnés à l'article 20.3 du présent CCAP, ainsi que les modalités de règlement des sommes à payer directement au sous-traitant.

15.5 En cours d'exécution du Marché, le Titulaire est tenu de notifier sans délai à MERCATOR OCEAN les modifications, mentionnées à l'article 20.3 du présent CCAP concernant le sous-traitant.

- 15.6** Le Titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement de ce dernier, d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.
- 15.7** Le Titulaire est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance et leurs avenants éventuels à MERCATOR OCEAN, lorsque celle-ci en fait la demande.
- 15.8** Le Titulaire qui, sans motif valable, quinze (15) jours calendaires après avoir été mis par écrit en demeure de le faire, ne communique pas les documents mentionnés aux articles 20.3 et 20.7 du présent CCAP, encourt l'application par MERCATOR OCEAN des pénalités visées à l'article 7.3.2c) du présent CCAP. Si, un mois après la mise en demeure, le Titulaire n'a pas communiqué les documents mentionnés, il s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 17 du présent CCAP.
- 15.9** En cas de sous-traitance, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de la totalité du Marché.

16 **FORCE MAJEURE**

- 16.1** En cas de force majeure, les obligations du Marché seront suspendues pendant toute la durée de l'interruption des Prestations due à cette cause. De façon expresse, sont seuls considérés comme cas de force majeure, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.
- 16.2** En cas de force majeure, les parties conviennent alors de se concerter pour envisager les mesures transitoires à adopter pour limiter les effets de la force majeure et permettre le respect des délais et notamment, des Dates Impératives. Les parties s'efforcent de s'accorder sur un délai d'exécution supplémentaire d'une durée équivalente à celle du cas de force majeure.
- 16.3** Dans l'hypothèse d'une interruption des Prestations due à un cas de force majeure pendant une durée de quinze (15) jours calendaires, MERCATOR OCEAN pourra notifier par lettre recommandée avec avis de réception au Titulaire la résiliation immédiate et de plein droit du Marché.

17 DROIT APPLICABLE – COMPETENCE DES TRIBUNAUX

Le présent marché, passé conformément aux règles de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics, est régi par le droit français.

Les tribunaux français sont seuls compétents.

18 REFERENCES

L'utilisation par le Titulaire du nom de MERCATOR OCEAN, à quelque fin que ce soit, et la référence au présent Marché et/ou aux Prestations réalisées dans le cadre du présent Marché, sont subordonnées à l'accord écrit et préalable de MERCATOR OCEAN.

19 DEROGATIONS AU CCAG /PI

L'article 6 du présent CCAP dérogent à l'article 26. du CCAG/PI.

L'article 7.3.2., « montant des pénalités », du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG/PI.

L'article 11.5« Modalités de paiement des co-traitants et sous-traitants» du présent CCAP dérogent à l'article 12.1.2. du CCAG/PI.

L'article 12 ci-dessus TRANSFERT DE PROPRIETE déroge à l'article 25 du CCAG / PI

ANNEXE 1

ECHEANCIER DES ACOMPTES

Les paiements d'acomptes sont soumis aux règles d'acceptation indiquées dans le CCAP, notamment à la livraison des livrables mentionnés à l'article 6

Date	Livable	Part du montant indiqué dans le bordereau de prix
31/12/2016	Rapport trimestriel	23%
31/03/2017	Rapport trimestriel	11%
30/06/2017	Rapport trimestriel	11%
30/09/2017	Rapport trimestriel	11%
31/12/2017	Rapport trimestriel	11%
31/03/2018	Rapport trimestriel	11%
30/06/2018	Rapport trimestriel	11%
30/09/2018	Rapport trimestriel	11%